



Institut de Documentation et de
Recherche sur la Paix

Les cahiers de l'IDRP

mars 2012

* *L'arme nucléaire est-elle taboue ?*

par Nathalie Gauchet - Bernard Norlain - Paul Quilès (appel de personnalités)

* *Où en sont les mouvements qui ont traversé le monde arabe ?*

par Maurice Buttin - Paul Euzière - Haoues Seniguer

L'arme nucléaire est – elle taboue ?

par Nathalie Gauchet
Coordination
du Mouvement de la Paix

Tabou : sujet qu'il serait malséant d'évoquer, en vertu des convenances sociales ou morales.

La définition du Larousse est claire. Les « convenances morales » nous interdisent d'avoir une discussion ouverte et constructive sur l'arme nucléaire, qu'elle soit française ou non. Car comment évoquer cette arme, sans mettre en avant son coût, son inutilité, sa monstruosité sans être « malséant » ? Comment ne pas évoquer les ravages dus aux deux premières et uniques bombes utilisées à ce jour sur Hiroshima et Nagasaki ? Comment ne pas penser à ces cent quarante mille morts d'Hiroshima, tués par une bombe de 15 kT et ne pas mettre ces chiffres en regard de la puissance des armes existantes aujourd'hui ?

En France, certains affirment que l'arme nucléaire est notre « assurance-vie », que sans la dissuasion nucléaire notre pays ne pourrait plus se défendre, que la force de dissuasion nucléaire française demeure la garantie fondamentale de notre sécurité. Comment, à partir de ce constat, peut-on continuer à nier le double danger qui guette notre planète : la modernisation des armes nucléaires des pays dotés et les risques de prolifération ?

Depuis des années, pour ne pas dire depuis sa création, le Mouvement de la Paix travaille et milite en faveur d'un désarmement nucléaire international. Pour le Mouvement de la Paix, une chose est certaine, cette arme doit disparaître si nous voulons que le monde, notre monde, continue de vivre.

C'est à partir de ces questions que plusieurs organisations non gouvernementales ont décidé de se regrouper pour mettre en avant la nécessité et la possibilité réelle de mise en œuvre d'une convention d'élimination des armes nucléaires avec la création de collectifs ICAN (Campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire) sur les cinq continents.

Sur le plan international, le désarmement nucléaire est une obligation depuis plus de quarante ans, au travers l'article VI du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Pour autant, cela ne rend pas son élimination simple et évidente.

L'universalisation des conventions d'interdiction des armes biologiques et chimiques, assorties de procédures de vérification efficaces, nous permet aujourd'hui de promouvoir le modèle de Convention d'élimination des armes nucléaires déposée auprès de l'Onu par le Costa Rica et la Malaisie. Ce modèle de convention d'élimination des armes nucléaires permettrait de compléter les insuffisances du TNP en termes de date et de mesures concrètes.

Si, aujourd'hui, nous savons pourquoi nous voulons l'abolition de l'arme atomique, si nous savons comment nous pouvons éliminer l'arme atomique, pourquoi est-il si difficile d'en parler ouvertement que ce soit dans notre pays, mais aussi au niveau international ?

Sujet tabou par excellence, l'arme atomique devient quasiment invisible lorsque des voix s'élèvent pour demander son abolition.

Sur la scène internationale pourtant, des prises de position importantes se font jour. L'engagement d'Obama et de Medvedev pour un monde sans armes nucléaires, coïncidant

avec un soutien croissant de la part des gouvernements du monde entier puisque plus de 140 états soutiennent aujourd'hui le modèle de Convention lors de ses présentations à l'ONU, représente une opportunité historique pour empêcher la prolifération et mettre fin à la menace nucléaire une bonne fois pour toutes en ouvrant la voie à l'élimination de toutes les armes nucléaires. C'est également en réponse aux menaces croissantes de prolifération et de terrorisme nucléaire, que dès décembre 2008 à Paris, 100 personnalités du monde entier ont lancé Global Zero.

L'héritage que nous laissons aux prochaines générations, en laissant les états dotés d'armes nucléaires perdurer dans leur politique nucléaire, n'aidera pas à répondre aux désordres du monde du XXI^e siècle : le terrorisme, la crise économique et financière, la pollution et le réchauffement climatique, la pauvreté, les épidémies...

Comment ne pas s'indigner d'entendre parler de coupes budgétaires qui affectent prioritairement les dépenses sociales, alors qu'il est évident, à la lecture des différents budgets nationaux que la charge financière mondiale des arsenaux nucléaires dépasse les 700 milliards d'euros pour la prochaine décennie.

Une autre voix internationale s'est élevée en 2011, celle de la plus ancienne et plus importante organisation humanitaire mondiale, la Société de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. En novembre 2011, le Conseil des Délégués de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a approuvé une Résolution historique appelant à l'élimination totale des armes nucléaires et affirmant sa détermination à s'engager en faveur de cet objectif de sécurité commune. La Résolution affirme que les Délégués sont *"profondément préoccupés par la puissance destructrice des armes nucléaires, les indicibles souffrances humaines qu'elles provoquent, la difficulté de contrôler leurs effets dans l'espace et le temps, la menace qu'elles représentent pour l'environnement et les générations futures et les risques d'escalade qu'elles créent"*.

En France, il est fait peu de cas de ces voix qui s'élèvent pour demander l'abolition de cette arme de destruction massive. Certes, certains s'y essaient de temps à autre. Plusieurs tribunes publiées dans « Le Monde » et « La Croix », par exemple, signées par des politiques et des militaires d'opinions diverses permettent de mettre en avant des propositions importantes pour l'avenir de l'humanité. Pour autant, rien n'est fait au niveau national pour que ce sujet soit mis en avant.

La période électorale qui s'ouvre cette année, avec les élections présidentielle et législatives, doit nous permettre de faire avancer dans notre pays nos idées sur la possibilité réelle de faire de notre Terre, un monde sans arme nucléaire. Nos politiques pensent-ils avec raison que s'ils ne parlent pas d'un sujet celui-ci n'existe pas ? Que de refuser systématiquement tout débat public concernant les armes nucléaires de la force de frappe française, de la politique de dissuasion de la France, pensent-ils réellement que de ce fait, les français n'ont pas d'opinion ?

Pourtant certaines mobilisations nous rappellent que les français s'intéressent à l'arme nucléaire, et au désarmement. Une délégation de 250 personnes a fait, dans ce but, le déplacement à New York en mai 2010 pour suivre, au plus près, les débats de la Conférence de Révision du TNP.

Pour ces derniers, la question n'est pas de savoir si les armes nucléaires seront interdites, mais quand ? La question n'est pas de savoir si les armes nucléaires sont dangereuses, mais quelles décisions vont prendre nos dirigeants pour les éliminer !

Comment les dirigeants mondiaux peuvent-ils prendre le risque d'un déclenchement

volontaire ou accidentel d'une attaque nucléaire ?

Nous, société civile, organisations non gouvernementales, ne devons pas leur laisser le choix. Les gouvernements des pays dotés de l'arme nucléaire doivent prendre très rapidement la décision d'engager des négociations pour une interdiction des armes nucléaires. Nous ne pouvons pas continuer à laisser les États dotés d'armes nucléaires mettre sans cesse des obstacles au désarmement, alors qu'un nombre croissant de pays peuvent à se doter de capacités nucléaires. Les dirigeants des pays dotés d'armes nucléaires (EDAN) sont persuadés que ces armes assurent leur sécurité. Ils prônent la dissuasion comme si plus rien ne bougeait dans le monde. Qui peut aujourd'hui parier sur la stabilité du monde ? Les peuples de plusieurs pays ont fait basculer leurs gouvernements, au cours de ces derniers mois, vers plus de démocratie. Mais qu'advierait-il si cela basculait du mauvais côté aux États-Unis ? En Chine ? En Russie ? En Grande-Bretagne ? En France ? Ou encore au Pakistan, en Israël ou en Inde ?

Les représentants des états dotés de l'arme nucléaire argumentent de la nécessité de cette arme pour leur sécurité tout en la refusant aux autres pour leur propre sécurité. Ce n'est pas crédible. Soit l'arme nucléaire est bonne pour tout le monde, soit elle est mauvaise pour tout le monde !

Actuellement, plus de 5.000 armes nucléaires⁽¹⁾ sont déployées et prêtes à l'emploi sur la terre, la mer et l'air, dont 2.000 sont maintenues dans un état de haute alerte opérationnelle, constituant une menace constante, avec une possibilité de contamination radioactive et d'hiver nucléaire.

Ceci ne peut pas être appelé la Paix.

Au cours des dernières décennies, les états nucléaires ont été impliqués dans plus de guerres que des états utilisant des armes conventionnelles.

Il nous faut réaffirmer avec force que l'arme nucléaire n'est pas une arme de dissuasion, marteler sans cesse qu'il s'agit d'une arme de domination. Ces armes ne protègent pas, ne dissuadent pas, elles aident tout simplement les états dotés de l'arme nucléaire à continuer de dominer le monde.

Oui, nos politiques ont décidé que l'arme nucléaire est taboue !

Oui, nous, opinion publique, associations, société civile dans son ensemble, devons faire en sorte que cela ne soit plus le cas.

Nous devons continuer à dire haut et fort que nous exigeons des grands dirigeants de ce monde qu'ils travaillent à rendre notre Terre libre de toute arme nucléaire.

Dans cette période économiquement difficile pour un grand nombre, qu'il s'agisse d'états ou de simples citoyens, nous proposons à Nicolas Sarkozy un nouveau triple A. Un AAA que notre pays peut mettre sur le devant de la scène internationale :

Abolition de l'Arme Atomique !

C'est donc à nous, organisations pacifistes ou non, en France, en Europe et dans le monde qu'il revient de faire en sorte que l'arme nucléaire ne soit plus le sujet tabou de prédilection de nos dirigeants.

1 <http://www.sipri.org/research/armaments/nbc/nuclear>

Pour ce faire, le Collectif ICAN France a décidé de faire des 24 et 25 mars, deux journées nationales de mobilisation afin de rendre visibles et lisibles dans le débat public, notre action pour l'élimination de l'arme nucléaire. Le Mouvement de la Paix mettra toutes ses forces en action pour que ces journées soient une réussite. Enfin, nous poursuivons la signature de la Lettre au Président dite « Pétition ICAN », notamment sous sa forme électronique afin de maintenir la pression jusqu'au début du Premier comité préparatoire au TNP qui se tiendra à Vienne (Autriche) du 30 avril au 11 mai prochain.

Non l'arme nucléaire n'est pas taboue.

La mobilisation de toutes les forces de la société civile mondiale peut nous permettre une mise en œuvre rapide d'une convention d'élimination de l'arme nucléaire.

L'arme nucléaire est inutile et coûteuse (2)

Bernard Norlain
Général d'armée aérienne (2e section)

Se débarrasser d'un danger pour la planète

Les 11 et 12 octobre 1986, au sommet de Reykjavik, les présidents Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev évoquaient pour la première fois la possibilité d'une option zéro, c'est-à-dire l'élimination des armes nucléaires. Un quart de siècle plus tard, cette possibilité est devenue une nécessité, car l'arme nucléaire est inutile et coûteuse et elle représente un danger mortel pour notre survie. Arme de destruction massive, la bombe a permis pendant plus de cinquante ans le maintien d'une certaine stabilité dans le monde et nous a sans doute évité une nouvelle guerre. Le maintien de cet équilibre aura vu se déployer une course absurde à la parité numérique entre les deux principaux partenaires de cette dialectique de la terreur. Près de 70 000 armes nucléaires de tous types ont été ainsi produites. Le nombre de ces armes a diminué et se situe autour de 25 000, ce qui représente encore une capacité suffisante pour détruire la planète.

Mais cette puissance dévastatrice est-elle toujours adaptée au monde que nous connaissons et celui-ci obéit-il aux mêmes règles stratégiques que celles de la guerre froide ? La mondialisation, l'émergence de nouveaux acteurs stratégiques, dessinent un nouveau paysage stratégique. Il faut se débarrasser des stéréotypes idéologiques de la guerre froide. Face aux menaces du XXIe siècle, la pertinence stratégique de la dissuasion nucléaire paraît bien affaiblie.

De plus, est-ce l'arme nucléaire qui peut préserver et garantir notre statut de grande puissance ? Ne sommes-nous pas confrontés à de nouveaux défis qui réclament des réponses nouvelles, alors que notre réponse est une crispation sur un dogme, celui de la dissuasion, « *garantie ultime de la sécurité et de l'indépendance nationale* » ? Pas un discours officiel qui ne commence par une genuflexion devant l'autel de la dissuasion en ajoutant l'inévitable mantra : « On ne peut pas désinventer le nucléaire. » Mais l'autel est vide et l'on continue à dépenser des milliards alors que nos armées ont d'urgents besoins. Ce n'est plus de la stratégie mais de la théologie.

Deux études américaines récentes réalisées par des instituts indépendants ont chiffré le coût des armements nucléaires dans le monde. Selon ces études, les neuf pays nucléaires dépenseront dans les dix prochaines années 1 000 milliards de dollars (714,8 milliards d'euros) pour leurs armements nucléaires. Les Etats-Unis dépensent de 34 à 61 milliards de dollars par an, la France de 4,7 à 6 milliards de dollars suivant que l'on considère les coûts directs ou indirects. Le chiffre français officiel est de 3,5 milliards par an. De plus, ces études ne prennent pas en compte toutes les dépenses de renouvellement des armements. Comment va-t-on financer les dizaines de milliards d'euros nécessaires ?

Certes, on ne peut que saluer l'excellence technologique et industrielle à laquelle la France est parvenue, seule, et qui nous donne une place dominante dans le nucléaire et dans les secteurs industriels connexes. Certes, nous devons saluer l'efficacité, le dévouement, le courage des équipages de sous-marins nucléaires lance-engins et de bombardiers stratégiques. Mais on ne

2 Article paru dans l'édition du Monde du 29.10.11, publié avec l'aimable autorisation de l'auteur

doit pas se laisser prendre au piège dans un système qui se referme sur lui-même face au monde extérieur.

Enfin, cette arme est devenue trop dangereuse pour la planète. Dangereuse, elle l'a toujours été, mais dans un monde partagé en deux blocs où deux joueurs se sont affrontés de façon plutôt rationnelle. L'efficacité de ce système a été fondée sur un petit nombre d'acteurs. Mais, dans un monde ouvert où l'apparition de nouveaux acteurs stratégiques rend les règles du jeu plus complexes et fugaces, l'arme nucléaire, après avoir joué un rôle de stabilité, devient une source d'instabilité destructrice pour la planète.

Dangereuse, elle peut l'être par accident, comme l'ont montré plusieurs cas de déclenchement de tirs par erreur dans le passé ; par un attentat terroriste, compte tenu de la dissémination de matériaux sensibles et de la diffusion de technologies rustiques ; par la prolifération. Si la prolifération a été lente puisqu'on est passé de cinq pays dotés à neuf pays nucléaires, l'apparition de nouveaux acteurs, si l'on ne fait rien, conduira, pour des raisons de sécurité, ces pays à se doter d'un armement nucléaire au titre du pouvoir égalisateur de l'atome.

Il y a donc un danger à voir l'arme nucléaire se répandre et on ne peut exclure qu'elle tombe entre les mains d'acteurs non pas irrationnels mais obéissant à leur propre rationalité. Le danger est non seulement celui de la prolifération, mais il est aussi lié à la banalisation de l'arme et cela est vrai dans le cas de la France. En effet, la doctrine, ou plutôt le dogme de la dissuasion française, a été et reste encore celui du non-emploi du nucléaire. Pour répondre à la nouvelle situation stratégique, la doctrine est ainsi passée de la dissuasion « du faible au fort » à celle « du fort au faible ou au fou ». Or, comme le dit le politologue Pierre Hassner, la notion de dissuasion du fort au faible conduit à une logique d'emploi et même d'emploi en premier.

Personne ne peut dire alors quelle serait la réaction en chaîne provoquée par l'utilisation de l'arme nucléaire. Compte tenu du nombre d'armes accumulées et de leur dispersion, c'est la perspective de la destruction partielle ou totale de la planète. Pour ces raisons, il n'y a pas d'autre solution que d'éliminer ces armes. Toutes les négociations sur la diminution, sur le déploiement et la mise en alerte de ces armes sont nécessaires, mais elles ne seront effectives que dans la perspective d'un objectif d'élimination complète. Après tout, cela ne serait que la mise en oeuvre de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

La France est opposée à cet objectif. Elle est de ce fait isolée dans le contexte international et européen. De plus, cette crispation stérilise la pensée stratégique française. A l'abri d'une nouvelle ligne Maginot, le fameux consensus français fait de l'arme l'horizon indépassable de notre sécurité. Au moment où doit s'engager une réflexion sur notre système de sécurité, il est temps d'ouvrir le débat en acceptant de ne plus avoir de tabous et en particulier que l'arme nucléaire n'est plus l'alpha et l'oméga de notre sécurité et que notre assurance-vie peut devenir notre assurance-décès.

Ne laissons pas l'arme nucléaire en héritage ⁽³⁾

**Hugh Beach, Général,
ancien Commandant en chef des forces terrestres, Royaume-Uni**
**Margaret Beckett,
Secrétaire aux Affaires étrangères, Royaume-Uni**
**Bernard Norlain,
Général, ancien Commandant de la force aérienne de combat, France**
**Paul Quilès,
ancien Ministre de la Défense, France**
**Michel Rocard,
ancien Premier Ministre, France**
**David Ramsbotham,
Général, Royaume-Uni**

Il y a 22 ans, le Mur de Berlin tombait. Cet évènement majeur, suivi du démantèlement du bloc soviétique, mettait fin à la bipolarisation du monde et marquait une rupture majeure sur la scène internationale.

Pourtant, aucune nouvelle doctrine de sécurité n'a véritablement émergé de cette mutation géopolitique profonde. Force est de constater, par exemple, que la dissuasion nucléaire - qui consiste à exposer son adversaire à un risque de destruction massive - reste le pilier des politiques de défense de nos deux pays, la France et la Grande-Bretagne. Nombreux sont ceux, notamment parmi les jeunes générations, qui considèrent qu'il s'agit là d'un vestige d'un monde révolu.

Hier, en effet, le contrôle des armes nucléaires symbolisait la volonté de maintenir un équilibre –même fragile- entre les blocs de l'Est et de l'Ouest. Hier, les arsenaux britannique et français étaient supposés protéger l'Europe de menaces d'agression de grande ampleur. Hier, une certaine pertinence stratégique des armes nucléaires pouvait se concevoir.

Aujourd'hui, rien de tel. Les menaces auxquelles nous devons faire face sont à ranger au nombre des peurs du passé et la théorie de la dissuasion nucléaire n'est plus adaptée au monde en mouvement de ce début de 21^e siècle. Aujourd'hui, l'existence même des armes nucléaires, couplée au risque de prolifération et de terrorisme nucléaire, constitue paradoxalement la plus grande menace à notre sécurité. Aujourd'hui, la nouvelle donne internationale et son lot d'instabilités politiques profondes plaident pour faire de l'élimination des armes nucléaires – le Global Zero - le fer de lance d'une nouvelle doctrine de sécurité internationale.

Malgré cela, à quelques trop rares exceptions, le maintien des armes nucléaires n'est pas mis en cause. L'attachement irraisonné aux armes nucléaires continue à s'appuyer sur des formulations quasi incantatoires et ne souffre que de bien peu de questionnements. Tout en les présentant à leurs peuples comme une garantie absolue de sécurité, les gouvernements des États dotés de l'arme nucléaire continuent à considérer leurs arsenaux comme un outil de prestige. En les possédant, ils ont le sentiment de détenir un statut de grande puissance. N'y aurait-il pas d'autre voie pour exercer une influence que de se laisser piéger ou emprisonner par l'Histoire ?

3 Appel paru le Mercredi 9 novembre 2011 sur Le blog de Paul Quilès, publié avec l'aimable autorisation de celui-ci

Les milliers de jeunes membres du mouvement Global Zero en sont convaincus. Ils croient en un monde dans lequel la promotion du désarmement nucléaire confère plus de pouvoir politique et de prestige que la possession d'arsenaux surdimensionnés, dangereux et coûteux. La nouvelle génération ne craint plus ceux de l'autre côté d'un Mur qui n'est plus. C'est précisément parce qu'elle peut s'affranchir des inquiétudes passées que cette génération qui n'a pas connu la Guerre froide est capable de trouver un langage nouveau et de proposer une nouvelle démarche.

La nouvelle génération ne croit pas en la stabilité éternelle des États dotés de l'arme nucléaire. Elle a compris que les armes nucléaires dont elle hérite ne l'aideront pas à répondre aux désordres du monde du 21^e siècle : le terrorisme, la crise économique et financière, la pollution et le réchauffement climatique, la pauvreté, les épidémies... Elle s'indigne d'entendre parler de coupes budgétaires qui affectent notamment les dépenses sociales, alors qu'elle sait que la charge financière globale des arsenaux dépasse 700 milliards d'euros pour la prochaine décennie.

Faire évoluer les mentalités est un devoir stratégique et moral commun. Pour la première fois depuis des décennies, cette thématique trouve un écho auprès des jeunes. Nous ne voulons pas les laisser combattre seuls. Comme eux et pour eux, nous soutenons l'appel de Global Zero en faveur des premières négociations multilatérales de l'histoire pour l'élimination progressive et contrôlée des armes nucléaires. Nous demandons à nos chefs d'Etats de s'engager à prendre part à ces négociations pour faire de la Guerre Froide un vestige du passé et ainsi laisser en héritage un monde sans armes nucléaires.

OÙ VA LE MONDE ARABE ? (suite)

**Par Me Maurice Buttin, avocat honoraire.
Président du Comité de Vigilance
pour une Paix Réelle au Proche-Orient**

Une année est écoulée depuis la mort le 4 janvier dernier, suite à son immolation par le feu, du jeune tunisien Mohammed Bouazizi, désormais honoré, comme il se doit, par le peuple tunisien. Où en est donc le « Printemps arabe » depuis mon article précédent, paru en septembre ?

Avant d'analyser la situation dans les divers pays, j'entends reprendre quelques lignes de mes conclusions :

« A mon avis la transformation peu à peu des États arabes, d'ouest en est, relève déjà parmi les événements les plus importants de ces cinquante dernières années ? Peut-on dire pour autant que le citoyen arabe a pris en main son destin ? Une longue période d'instabilité est à prévoir (...). La démocratie n'est pas pour demain, et il est même vraisemblable que les élections – dans les pays où elles auront lieu – verront pour un temps la victoire des nouveaux partis islamistes désormais autorisés ».

Les événements se sont succédés. Chute des Ben Ali, Moubarak, Kadhafi... Chaque jour a connu ses moments d'espoir dans une transformation en profondeur des régimes, mais parfois de désespoir, de recul ; voire du constat d'échec, en apparence, des initiateurs des « révolutions » ! En fait, la situation est souvent telle - je pense à ce qui s'est passée en Libye ou à ce qui se passe actuellement en Syrie, par exemple -, qu'il est difficile d'avoir une lecture objective des dénouements en cours.

Quelle est donc la présente situation dans chacun des pays, d'Ouest en Est, en ces premiers jours de l'année 2012 ?

Au Maroc.

Des élections ont eu lieu au Maroc le 25 novembre. 31 partis participaient au scrutin. Le Parti Justice et Développement (PJD) - les islamistes royaux - est sorti très largement en tête : de 47 députés dans la précédente Assemblée, il est passé à 107, obtenant ainsi plus du quart des suffrages, la Chambre des Représentants comptant 395 sièges ! Le vieux parti de l'Istiqlal est arrivé en second avec 60 sièges ; puis le Rassemblement national des indépendants (RNI) avec 52 ; le Parti authenticité et modernité (PAM) avec 47 ; l'Union socialiste des forces populaires (USFP) avec 39 ; le Mouvement populaire (MP) avec 32. C'est un échec flagrant pour l'USFP et la gauche marocaine en générale.

Tout normalement le roi Mohammed VI a désigné comme Premier ministre, le Secrétaire général du PJD, Abdelilah Benkirane. Celui-ci, après de longues tractations, a constitué un gouvernement de coalition, nommé par le roi, avec l'Istiqlal, le MP et le PPS, les ex communistes (d'où au sein de ce parti de violentes critiques, allant jusqu'au mot de « trahison ; de coup d'État contre l'identité du parti »). Ce gouvernement peut se prévaloir de

216 voix à la Chambre des représentants.

Pour la première fois des postes ministériels importants sont allés aux islamistes (modérés) du PJD, avec l'assentiment du roi, comme ceux des Affaires étrangères, de la Justice, et des Affaires sociales. Le ministère de l'Intérieur a été confié au chef de file du Mouvement populaire, Mohand Laenser.

Ce gouvernement ne compte qu'une femme (islamiste, version « dure et pure ») au lieu de 7 auparavant, chargée du ministère de la Famille et de la femme. Cela a provoqué la colère de toutes les ONG féminines qui espéraient que les dispositions constitutionnelles relatives à la parité seraient respectées par l'actuel Exécutif, malgré son caractère très conservateur. C'est incontestablement « *un grand bond en arrière* » comme l'a dit une députée itihadie. « *Une régression, une honte, d'autant plus qu'il s'agit du premier gouvernement instauré après une Constitution qualifiée de révolutionnaire* », comme l'a affirmé haut et fort la présidente de l'Association Amal (femmes en mouvement pour une vie meilleure).

Notons que des personnalités proches du palais, et sans affiliation politique, ont été portées à la tête des ministères de la Défense, des Affaires religieuses et de l'Agriculture, ainsi - ce qui est important - au Secrétariat général du gouvernement.

Analysant les élections, le prince Moulay Hicham, cousin du roi, était demeuré très critique, dans un interview au *Nouvel Obs*, le 1^{er} décembre 2011 : « *La nouvelle Constitution octroie quelques pouvoirs limité au gouvernement. Le chef de celui-ci est, contrairement au passé issu du parti arrivé en tête aux élections, c'est à dire aujourd'hui, le PJD. Cependant, sur le fond, rien de fondamental n'a changé. L'essentiel du pouvoir reste entre les mains du roi (...). Le mouvement de contestation du « 20 Février », ainsi que les forces d'opposition n'ont pas désarmé. Et il est clairement apparu au régime que ce simulacre de démocratie ne suffirait pas à apaiser le mécontentement. (...) On savait que le taux de participation allait constituer l'enjeu véritable des élections. Cela explique-t-il l'annonce précipitée d'un taux de participation à 45 % (...). Les observateurs ont bien noté l'absence des listes électorales d'une partie importante de la population en âge de voter. (13 600 000 inscrits alors que 21 millions auraient dû l'être, paraît-il !) Un autre fait troublant est que le taux de participation est passé de quelques 21 % à 45 % en quelques heures. (...) Plus révélateur encore, les 20 % de bulletins nuls indiquent le désintérêt clair de la population. Ce pourcentage, ainsi que le faible taux de participation, constituent un désaveu pour des élections qui se voulaient fondatrices. Nous sommes donc très loin des chiffres de l'élection tunisienne ».*

Le « Mouvement du 20 février », le M20, en effet, continue à réclamer un vrai changement démocratique qui passe par :

- Une Constitution démocratique élaborée par une Assemblée constituante élue par le peuple.
- La dissolution du parlement, la destitution du gouvernement, ainsi que la mise en place d'un gouvernement provisoire.
- La séparation effective des pouvoirs. (Le roi règne, mais ne gouverne pas - la légitimité de la monarchie n'est pas contestée).
- Le jugement des responsables des crimes économiques et politiques.
- La libération de tous les prisonniers politiques et d'opinion.

Les droits de l'Homme tant évoqués par le pouvoir sont, en effet, souvent mis à mal : le champion du monde de light contact en 1999, à 19 ans, Zakaria Moumni, est victime d'une détention « inique » depuis 472 jours, jugé sans avocat, sans témoins ni même plaignants, pour avoir crié son mécontentement... sous les fenêtres de la résidence royale du château

de Betz (dans l'Oise), au moment où le roi y séjournait ! Le directeur du journal *Al-Massa*, Rachid Nini, a été condamné à un an de prison le 9 juin, un verdict qualifié « *d'injuste, qui porte atteinte à la liberté de la presse* » ; le jeune rappeur Mouad Belghouat, figure du M20, le 9 septembre (libéré le 11 janvier... avec une condamnation couvrant la détention !) ; deux journaux français *L'Express* et le *Nouvel Obs*, ont été interdits de distribution parce, qu'ils comportaient une reproduction du visage du prophète Mohammed, proscrite par la tradition musulmane, etc.

Notons que les Islamistes durs et purs, *d'Al Adl wal Ihsane*, (Justice et bienfaisance) de Abdessalam Yassine - non encore constitués en parti politique - qui avaient un temps participé au M20, auraient décidé de le quitter à la mi-décembre.

Il est incontestable que le « Mouvement du 20 février », spontané à l'origine, unifié à travers le Web, n'est pas né du néant. Il y a toute l'histoire du Maroc depuis l'indépendance qui est là. Et, dès lors, par rapport aux attentes de ces jeunes militants et militantes les réformes apportées par la nouvelle Constitution sont minimales. Ainsi, par exemple, quand le roi Mohammed VI a promis de « *renforcer le statut du premier ministre* », ce n'est pas en tant que chef « *du* » pouvoir exécutif, mais « *d'un* » pouvoir exécutif. Il y en a un autre, ailleurs, de facto au dessus, le cabinet royal, que le roi a renforcé en appelant à ses côtés divers hommes politiques. Comme son ami Fouad El Himma, le fondateur du PAM ; l'ancien ministre de la Justice, Omar Azzimane, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Taëb Fassi Fihiri, etc. Car le roi n'a cédé aucune de ses prérogatives, ni aucun de ses pouvoirs régaliens. Et, le Maroc demeure une monarchie absolue.

Cela dit, le directeur de TEL-QUEL écrit le 2 décembre : « *Notre pays a connu un début d'année intéressant l'espoir d'un vrai changement était permis. Mais, la machine s'est grippée depuis et les deux principales échéances de l'année, la nouvelle Constitution et les élections anticipées ont été un ratage* ». Le 24 décembre, il poursuit : « *L'homme de l'année, ce n'est pas Mohammed VI... Il ne s'appelle pas non plus Abdelilah Benkirane... C'est le « Mouvement du 20 février »*. Ce n'est toutefois pas l'avis du Centre d'études internationales (CEI) basé à Rabat : « *le M 20 appelé abusivement, « Mouvement du 20 février », car il ne se présente pas comme un objet social et homogène doté d'une idéologie. Bien au contraire il apparaît (...) comme un objet « attrape-tout » véhiculant des poncifs populistes, voire nihilistes* »...

Quoi qu'il en soit, comme l'écrivait le fondateur de TEL-QUEL, M. Benchemsi, le 16 mars 2011 : « *Tôt ou tard Mohammed VI devra lâcher du lest à nouveau. (...) Une chose est sûre : la boîte de Pandore démocratique est ouverte, et plus rien ne la refermera* ».

En Algérie.

Il s'agit du seul pays qui paraît s'être tenu à l'écart du « Printemps arabe » ! Si le gouvernement a promis des réformes, celles-ci se font attendre. Le pouvoir semble avoir choisi le camp de l'immobilisme. Mais, jusqu'à quand ?

Certes, pris sur des réserves financières considérables dues à la manne pétrolière, le gouvernement a pu, pour calmer les esprits, distribuer au peuple algérien des subsides importants, en bloquant en particulier le prix des denrées alimentaires de base. Dans les campagnes elles-mêmes le mal être n'en reste pas moins présent - à plusieurs reprises ces derniers mois de jeunes chômeurs se sont immolés -, si l'attitude demeure encore fataliste. Mais, pour combien ce temps encore ? « *L'homme ne vit pas seulement de pain* » nous dit l'Évangile selon saint Matthieu et plusieurs philosophes : tant qu'un Homme n'a pas acquis

sa liberté, il reste un être diminué, voire esclave ! Et là, comme ailleurs, retrouver la dignité est un vœu devenu primordial pour la jeunesse

Il devrait y avoir des élections en juin prochain. L'Algérie ne suivra-t-elle pas inévitablement les traces des deux pays voisins ? De fait, le succès des islamistes modérés d'Ennahada en Tunisie, et du PJD au Maroc interpelle leurs frères algériens. Le MSP - le Mouvement pour la société de la paix - a pris ses distances avec la majorité. Il a même voté contre deux lois envisagées par le gouvernement auquel il participe ! Comme les partis d'opposition, il a jugé « liberticide » la nouvelle loi sur les associations qui restreint leur liberté d'action. De même, il s'est opposé à la nouvelle loi sur les partis politiques visant surtout à empêcher une refondation du FIS – le Front islamique du salut - parti dissous en 1992, après sa victoire aux élections. La mesure élimine, en autres, le numéro 2, bien connu, Ali Belhaj. Les salafistes ne sont pas pour autant totalement écartés du scrutin. Ils peuvent toujours organiser un nouveau parti avec certains membres divergents au sein du MSP.

Celui-ci envisage peut-être, de rejoindre l'opposition, après les élections ! Il a même proposé, début décembre, aux autres mouvances modérées de conclure une alliance à la veille des élections. Le 28 décembre, son leader Soltani Bouquera a déclaré : « En 50 années d'indépendance, nous avons tenté le socialisme, le libéralisme, mais jamais l'islamisme. Essayons pour voir si cela va fonctionner ». Mais les rancœurs sont tenaces entre les uns et les autres... Le MSP reste discrédité dans le pays. Constituant l'un des trois partis de l'alliance présidentielle avec le FLN (nationaliste) et le RND (proche de l'armée), nul n'oublie qu'il soutient le président Bouteflika depuis 1996...

Cela dit, il n'y aura peut-être pas « d'effet miroir », comme le pense l'un des dirigeants du Parti des travailleurs (trotskyste) : « *Les Algériens ne sont pas encore guéris de la tragédie nationale dont la responsabilité incombe au FIS* ».

En Tunisie.

Est-ce que ce pays est en train de réussir là où d'autres pays du « Printemps arabe » se retrouvent dans une instabilité sans fin, avec manifestations, répression, morts et blessés ?

Les premières élections libres organisées après la chute du despote afin de désigner une Assemblée constituante, le 23 octobre, ont donné un net avantage aux Islamistes d'Ennahda (La Renaissance) avec 89 voix sur 217. Mais, délaissant leurs divergences politiques, les divers partis se sont mis d'accord pour diriger le pays pendant une période transitoire d'une année environ - mais aucune limitation de durée n'est prévue -, en se dotant d'une mini Constitution provisoire, dont les 26 articles, ont été approuvés par 141 des 217 députés.

Le chef de l'État est le chef suprême des forces armées et définit la politique étrangère en concertation avec le chef du gouvernement. Mais, celui-ci devient l'homme fort de l'exécutif. Il prend seul les décrets après avoir « informé », le président de la République et préside seul le Conseil des Ministres, auquel le président de la République n'est pas convié... Pour certains observateurs, « *c'est une reculade sur les engagements pris avant les élections* ». La pleine indépendance du pouvoir judiciaire a, toutefois, fait l'unanimité.

Par la suite, Moncef Marzouki, médecin de formation, l'un des principaux opposants au régime Ben Ali, défenseur des droits de l'Homme réfugié depuis dix années en France, leader du *Congrès pour la République* (CPR), parti de gauche (29 députés), s'est vu confié le poste de Président de la République, qui désigna Hamadi Jebali, secrétaire général du

parti Islamiste, au poste de chef de gouvernement. Ingénieur de formation, modéré, celui-ci revendique la proximité de son mouvement avec l'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir en Turquie, tout en déclarant que la Tunisie doit « *trouver sa propre voie* » vers un État « *civil et démocratique* ». A noter que le N° 1 du parti, le chef historique Rached Ghanouchi, revenu de son exil en Grande-Bretagne, a décliné toute responsabilité nationale et que le 2^e ^{parti de gauche,} *Ettakatol*, de Mustapha Ben Jafar (21 députés) - élu président de l'Assemblée constituante - fait partie de la coalition majoritaire.

Dans une interview exclusive au JDD, le 18 décembre, le nouveau président a affirmé : « *Je serai un pont entre la France et la Tunisie (...) mais je constate que les Français sont souvent ceux qui comprennent le moins le monde arabe, alors que ça devrait être le contraire (...). Je suis désormais le président d'un pays indépendant. L'esprit colonial s'est terminé* ». A propos des Islamistes grand vainqueur des élections, il poursuit : « *Les craintes à l'égard d'Ennahda sont absurdes. Notre société recèle une partie conservatrice et une autre moderne. L'expression politique du conservatisme, c'est l'islamisme. Vous avez des partis démocrates-chrétiens en Europe, nous avons un parti démocrate islamiste (...) qui pour la première fois accepte la démocratie et les droits de l'Homme* ».

Certains s'étonnent tout de même de la récente opération de charme de Rachid Ghannouchi. Séjournant aux États-Unis, il a affirmé aux Étasuniens que son parti n'entreprendrait jamais rien qui puisse les tourmenter, pas même contre Israël... En revanche, fait curieux, il s'est montré d'une grande violence avec les rois et émirs du Golfe, prédisant que la vague des changements les touchera un jour !

La Tunisie s'est finalement dotée, le 26 décembre, d'un gouvernement, deux mois après l'élection de l'Assemblée constituante, de 30 ministres et 11 secrétaires d'État : le parti *Ennahda* s'est, de facto, réservé l'ensemble des portefeuilles régaliens, à l'exception de celui de la défense. Une seule femme participe au gouvernement. Selon un observateur, « *le parti islamiste renforce son hégémonie. Il détient quasiment 50 % du pouvoir exécutif... avec 41 % des sièges de députés* »...

Cela dit, le peuple tunisien attend d'abord des améliorations de ses conditions de vie, en matière économique et sociale. La conjoncture est, en effet, très préoccupante. La croissance économique a chuté de 3,3 %. Elle n'est plus que de 0,2 %. Les investissements étrangers ont baissé de près de 20 % et la baisse des recettes en devises est due principalement à la chute du secteur touristique. Le chômage est désormais très important (de l'ordre de 700 000 Tunisiens) et le résorber va être une tâche difficile.

« *Le rendez-vous électoral du 23 octobre dernier est un succès démocratique unique dans l'histoire de la Tunisie et du monde arabe. Mais, il reste à confirmer en actes* » écrit le Dr. Sliman Doggui, dans le *Temps* du 9 décembre. Il est incontestable que le développement de la situation en Tunisie, petit pays avec 11 millions d'habitants, est suivi par tous les observateurs et dirigeants occidentaux. A priori, le pouvoir islamiste en place affirme vouloir conserver les avancées sociales du pays - libertés civiles et droits de la femme - décidées il y a 50 ans par Bourguiba. Qu'en sera-t-il dans quelques années ? Voire quelques mois ? Hamadi Jebali, n'a-t-il pas déclaré dans un meeting à Sousse, il est vrai avant d'être désigné comme Premier ministre : « *Frères, vous vivez un moment historique, un moment divin, une nouvelle étape civilisationnelle dans le sixième califat, si Dieu le veut !* ».

Reste que la jeunesse tunisienne, et la femme tunisienne en particulier, ne veut pas se voir privée de sa révolution !

En Libye.

Comme déjà rappelé, ce qui s'est passé dans ce pays, est très différent de ce qui s'est passé en Tunisie et en Égypte, la crise ayant là pour cause, outre le manque de libertés, des conditions de vie déplorables pour une grande partie de la population. Le régime de Kadhafi était aussi tyrannique, monopolisait une grande partie des richesses et réprimait féroce­ment toute contestation, mais les conditions sociales des Libyens étaient bien meilleures que dans les pays voisins.

Je ne reviendrai pas sur le rôle des Occidentaux, en particulier de la France - que je continue à contester - dans la chute de Kadhafi, non prévue au demeurant par la résolution 1973 votée en mars par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Début décembre, Mgr. Giovanni Martinelli, évêque de Tripoli - accusé d'être « kadhafiste » pour avoir lui aussi persisté dans la dénonciation de l'intervention de l'OTAN - s'est certes réjoui avec le peuple libyen de la disparition du tyran. Dans un ouvrage paru aux Éditions Bayard, « Évêque chez Kadhafi » il demande aux Européens de ne pas être obnubilés par l'Islam. Bien sûr, dit-il il y a là comme ailleurs des extrémistes, mais « *pas de danger fondamentaliste* ». Pour lui, le grand « défi » du pays, divisé par les tribus, est son unité.

De fait, après des mois de conflit armé, le pays est totalement déstructuré. C'est l'intelligence de Kadhafi d'avoir su fédérer l'ensemble, en accordant une relative autonomie locale. Situation donc très différente de celle de la Tunisie. Retisser les liens entre les tribus et les régions pour retrouver l'unité du pays, après une réconciliation générale, tel est le problème central du pouvoir provisoire. Mais, pas question qu'une personnalité de l'Ouest du pays s'impose à l'Est, ou inversement. Si l'insurrection a commencé à Benghazi, in fine ce sont les tribus de l'Ouest qui ont pris Tripoli. Et, aujourd'hui, chaque milice d'une région fait tout son possible pour garder ses armes par crainte des milices des autres régions ! Par ailleurs, revenu en Libye, Fathi Ben Khalifa, un temps membre du CNT, élu en octobre président du Congrès mondial amazigh, se bat pour que les droits de la communauté berbère (près de 10 % de la population) soient garantis à l'avenir ; que sa langue devienne une langue officielle, comme c'est le cas au Maroc depuis juillet.

Un nouveau gouvernement provisoire - jusqu'aux élections à une Assemblée constituante prévues en juin - de 24 ministres a été constitué le 22 novembre présidé par Abdel Rahim Al-Kib, le Conseil national de transition (CNT) restant sous la direction de Mustapha Abdeljalil, président du CNT, ancien ministre de la Justice de Kadhafi... Il a donné deux semaines aux milices armées pour quitter Tripoli. Elles ne semblent pas décidées à exécuter cette décision et le 4 janvier le président du CNT déclarait : « *La Libye risque de sombrer dans une guerre civile si les milices révolutionnaires ne rentrent pas dans le rang* » ! De fait, des affrontements armés ont éclaté à Tripoli même les 2 et 3 janvier. Les miliciens de Mistrata, qui refusent de quitter la capitale, où ils constituent en quelque sorte la garde rapprochée du ministre de l'Intérieur, se sont heurtées aux milices islamistes de Tripoli, bras armé du CNT...

Aussi, si l'Occident s'est réjoui de la chute de Kadhafi - après l'avoir reçu en grande pompe pendant tant d'années - il s'inquiète de voir le pays s'enfoncer dans le chaos ou pris en main par d'anciens membres d'Al Qaïda.

Le plus alarmant : le pays croule sous les caisses de munitions et d'armes - des millions, peut-être - de toutes sortes ? Triste arsenal constitué par Kadhafi depuis 2003, auxquelles s'ajoutent les armes fournies par la France et la Grande-Bretagne ces derniers mois aux insurgés. La Libye a 1000 kms de frontières avec l'Algérie. Ces armes ne vont-elles pas se retrouver entre les mains d'Al Qaïda de l'autre côté de la frontière ; ou entre les mains du Hamas à Gaza, comme l'affirment les Israéliens ?

Bref, pensent certains observateurs pessimistes, « *nous sommes intervenus pour « sauver » les populations civiles de Benghazi d'un massacre « annoncé* ». En réalité, nous avons volé au secours de *fundamentalistes islamistes, frères de ceux que nous combattons en Afghanistan* ». Ce n'est pas, je l'ai rappelé, le point de vue de l'évêque de Tripoli.

En novembre, après ce que l'on peut appeler l'assassinat de Kadhafi le mois précédent - véritable « crime de guerre selon certains -, les derniers symboles du régime sont tombés. Le 19, son fils, Saïf Al-Islam - qui sans la révolution aurait certainement succédé à son père - a été arrêté, puis, le 20, Abdallah Al-Senoussi, l'exécuteur des basses œuvres du régime. Ils doivent être jugés en Libye, bien que réclamés par la Cour pénale internationale.

Dans son rapport en date du 9 janvier, *Amnesty International* estime aussi à 7 000 le nombre de personnes détenues dans des centres de fortune, contrôlés par les brigades révolutionnaires, sans aucune perspective de procès régulier...

En Égypte

Les Égyptiens ont été appelés aux urnes le 28 novembre, scrutin prévu en trois étapes : ce jour-là, le 14 décembre et le 3 janvier, « *pour permettre le bon déroulement des élections* », selon une décision du Conseil suprême des forces armées, ce qui n'aurait pas été du goût de tous. Sur les 52 millions d'électeurs plus de 50 % sont allés voter dès le premier jour. Au 2^e tour, le pourcentage a atteint 67 %. Les résultats étaient prévisibles. Les Islamistes du *Parti de la Liberté et de la Justice* (PLJ), issu des Frères musulmans ont remporté plus de 36 % des voix, le plaçant largement en tête. Il faut dire que ce parti plaçait en première revendication la lutte contre la corruption et que ses responsables ne demandaient pas une application stricte de la charia, après avoir même donné une place de vice-président du PLJ à un copte, Rafiq Habib.

De leur côté, les salafistes du parti *Al Nour*, créé en janvier 2010, faisaient un score inattendu : 24 %, puis 28,8 % des voix lors du 2^e tour ! Leur présence constante sur le terrain et dans toutes les actions sociales dans les quartiers populaires, bien aidées par l'argent reçu de certains princes saoudiens, explique sans doute ce succès – d'autant plus surprenant qu'il y a quelques mois ils se déclaraient hostiles à la démocratie et conseillaient aux Égyptiens de ne pas participer aux élections ! Mais, pour le PLJ, pas question a priori de s'allier aux salafistes à l'Assemblée constituante. La rivalité qui oppose les deux partis est très forte !

Très combattus sous Moubarak, ces deux partis n'ont donc pas attendu pour prendre leur revanche, en mettant de l'eau dans leur vin (relativement, car certains pensent déjà à une « khoumeynisation » du pays !) tout en gardant la référence à l'Islam, point très important pour le peuple égyptien musulman.

Il est incontestable que les grands perdants de ces élections, pour la première fois libres, sont les progressistes (*Al-Kutla al-misriya* - le Bloc égyptien), groupement de plusieurs partis de gauche, arrivés loin derrière en 4^e position - après même les libéraux du parti *Wafd*, dont les membres sont souvent d'anciens membres du parti au pouvoir. Certains diplomates occidentaux présents au Caire parlaient de « catastrophe » !

Cela dit, pour certains militants « *la révolution est loin d'être finie* ». Craignant de voir les militaires demeurer en place, des milliers de jeunes manifestants se sont de nouveau retrouvés sur la fameuse place Tahrir, peu avant les élections et après, pour réclamer la remise immédiate du pouvoir à un gouvernement civil intérimaire. Le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a chargé Kamal Ganzouri, ancien chef de gouvernement sous Moubarak, de former un gouvernement de « salut national ». Mais cela n'a pas changé

grand-chose. L'armée a alors réagi violemment à chaque nouvelle manifestation de masse et, début décembre, le sang a de nouveau coulé sur la place. On a relevé plus de 40 morts et des centaines de blessés ! Dans son rapport, *Amnesty International* fait état de violences parfois pires que celles commises sous le régime Moubarak ! Et, de craindre qu'en 2012, le Conseil militaire n'essaie de restreindre encore les possibilités pour les Égyptiens de prendre part aux manifestations et d'exprimer leur point de vue...

Le procès de Moubarak - en détention préventive dans un hôpital vu son état de santé - a repris. Le procureur a requis la peine capitale à son encontre, affirmant qu'il ne pouvait ignorer les tirs visant les manifestants ayant fait 850 morts, début janvier 2011. De même, à l'encontre de l'ancien ministre de l'Intérieur et six hauts responsables des services de sécurité... Mais n'a-t-on pas assisté à une mascarade ? Attendons le verdict.

L'avenir économique du pays s'annonce très sombre. Le problème de la croissance est primordial. La population attend de toucher le bénéfice du « Printemps arabe »... Mais, qui arrivera à remettre le pays sur pied ? Les islamistes du PLJ vainqueurs des élections ou l'armée toujours en place, ou une entente entre les deux sur le dos des libéraux ou une entente PLJ/libéraux ?

Il semble bien que l'armée, au pouvoir depuis 1952 et la chute du roi Farouk, n'ait pas l'intention de laisser la place, sinon, officiellement, après une élection présidentielle qui doit suivre les législatives, sans doute à la mi-2012. Il faut dire aussi que les Égyptiens sont las des violences...

Peut-être même va-t-on assister, dans les semaines à venir, à un coup d'état militaire - comme en Algérie, il y a juste 20 ans, le 11 janvier 1992 - « inspiré » par les États-Unis ? Certains islamistes semblent, en effet, vouloir remettre en cause, par un référendum, le traité de paix conclu en 1979 avec Israël. L'allié fidèle, les États-Unis, ne peut le tolérer. Or, il pèse d'un grand poids sur l'armée qu'il finance depuis des années ! Un ancien représentant de l'administration Clinton au Conseil de sécurité nationale, étroitement lié à l'administration Obama, déclarait en mars au *New York Times* : « *Les États-Unis doivent œuvrer à amener l'armée égyptienne à contrôler l'Égypte, jusqu'à ce qu'un leadership politique modéré et légitime puisse émerger* ». « Modéré » : une dictature ou un régime du style en vigueur en Jordanie, Arabie saoudite, Maroc... ? A défaut, tout peut-être envisagé, jusques et y compris une intervention militaire des États-Unis et d'Israël, voire de l'OTAN !

Au Yémen.

L'espoir de paix est revenu après la signature, en grande pompe, fin novembre à Ryad, de l'initiative des pays du Golfe, en présence du souverain saoudien. En vertu de cet accord le président Ali Abdallah Saleh renonce au pouvoir - en échange d'une immunité pour lui-même et ses proches - au profit de son second, Abdo Rabbo Mansour Hadi, qui bénéficie de la confiance de l'opposition.

Celui-ci a publié le 7 décembre, un décret portant création d'un gouvernement d'union nationale provisoire - le temps de préparer des élections générales et présidentielles - dirigé par le chef de l'opposition, Mohammed Basindwa. Alors que ce dernier se préparait à présenter le nouveau gouvernement, des affrontements à l'arme lourde ont opposé dans les rues de Sanaa les forces gouvernementales à des combattants tribaux hostiles au président Saleh !

Après onze mois de manifestations de masse contre Saleh, l'Arabie saoudite redoute comme les États-Unis de voir le chaos s'aggraver et la branche régionale d'Al Qaïda

s'enhardir au Yémen, malgré les opérations que l'armée américaine a déclenchées par drones interposés contre le mouvement islamiste. Il y a aussi risque de sécession du Sud qui s'était uni avec le Nord en 1990. En bref, l'avenir du pays reste un grand point d'interrogation.

Le président Ali Saleh a demandé pour sa part à se rendre aux États-Unis pour y subir un traitement médical. Fin décembre l'autorisation ne lui avait pas encore été accordée.

Dans son rapport Amnesty International relève que le déplacement de dizaines de milliers de personnes fuyant les violences armées a provoqué une crise humanitaire.

En Arabie saoudite.

La monarchie absolue des Al Saoud est toujours en place. Et sans doute pour longtemps ! Même si des manifestations réclamant plus de liberté ont eu lieu, là comme ailleurs. Wahhabite, elle impose au pays un système politique des plus tyranniques, en méconnaissance totale des droits de l'Homme. C'est ainsi, que, récemment, Amina Abdelhalim Nassar a été décapitée pour « sorcellerie » ! Selon Amnesty International ce pays réserve cette accusation, en particulier aux homosexuels». Si les Occidentaux sont très critiques à l'égard d'autres régimes arabes, ils ne le sont certes pas à l'égard de ce pays, ce qui est quelque peu scandaleux : pétrole oblige, bien sûr !

Cela dit, un homme, Ali H. Alyami, se bat pour la liberté, la tolérance et la paix dans son pays, mais des États-Unis où il s'est installé en 1967. Il y a créé un « Centre pour la démocratie et les droits de l'Homme en Arabie saoudite », en 2004. Selon lui, le plus urgent est que la monarchie absolue devienne constitutionnelle. Il estime que la participation de tous les citoyens, à la vie politique, y compris des femmes, est essentielle. Il réclame l'établissement d'un État de droit non basé sur la religion ; un système judiciaire indépendant.

Selon Amnesty International un mouvement de protestation se poursuit bien, en particulier dans l'est du pays. Le gouvernement saoudien prépare pour sa part une loi « antiterroriste » répressive.

A noter que pour la première fois un officiel saoudien a déclaré récemment que Ryad envisageait de se doter de l'arme nucléaire, « tous nos efforts et ceux du monde ayant échoué à convaincre Israël de renoncer à ses armes de destruction massive, mais aussi l'Iran ».

En Palestine

Les discussions de réconciliation entre le Fatah et le Hamas se sont poursuivies au Caire : la réorganisation des organes de décision palestiniens doit aboutir à l'unification de tous les mouvements sous l'égide de l'OLP – reconnue internationalement comme le seul représentant du peuple palestinien. Un gouvernement de personnalités indépendantes chargées d'organiser des élections prévues en mai prochain est à l'étude. Le Hamas, issu des Frères musulmans, s'est rendu compte qu'il devait suivre les bouleversements politiques dans la région. Il est à noter par exemple que son leader Khaled Mechaal s'est prononcé en faveur de « la résistance populaire pacifique ». Il s'est dit aussi favorable à l'établissement

d'un État palestinien sur les territoires occupés en 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, à côté de l'État d'Israël et non à sa place. Preuve de son évolution, le Hamas a pris ses distances avec le régime syrien. De nombreux dirigeants ont quitté Damas pour le Caire ou Gaza.

En Syrie

Le régime de Bachar Al-Assad, profondément affaibli et relativement isolé, est toujours en place. Il fait face depuis le 15 mars à un mouvement de contestation - le peuple syrien aspire à une liberté refoulée des décennies durant - dans les villes et villages, réprimé très durement. Selon certaines associations des droits de l'Homme, il y aurait eu plus de 5 000 victimes à ce jour ! Mais ce chiffre est contesté par le pouvoir alaouite et certains de ces alliés, notamment chrétiens. D'autre part, Damas affirme que plus de 2 000 soldats et membres de sécurité ont trouvé la mort pendant cette période. Il y a lieu de relever que des délégations étrangères, dont une récente chinoise, contestent les affirmations des médias occidentaux ! Cette dernière affirme même : « Les villes syriennes connaissent un état de stabilité et de sécurité » !

Malgré les appels et les sanctions de la communauté internationale, Assad n'a donc pas stoppé la répression. Il a tout de même, le 15 novembre, accepté de libérer 1 000 prisonniers. Trois jours auparavant, la Ligue arabe avait suspendu la Syrie de ses travaux et décidé l'envoi d'observateurs sur place. Selon le protocole d'accord signé entre le pays et la Ligue arabe le 19 décembre les observateurs devaient être « libres de communiquer avec quiconque, en coordination avec le gouvernement syrien ». Leur mission : surveiller la situation sur le terrain, dans le cadre d'un plan de sortie de crise, qui prévoit l'arrêt des violences, la libération des détenus, et le retrait de l'armée des villes.

Or, ces experts ne seraient pas en possibilité de tout voir. Ainsi, des centaines d'autres détenus auraient été transférés vers des sites militaires interdits... Dans ces conditions, un organisme de la Ligue arabe, le Parlement, a appelé le 1er janvier le retrait immédiat des observateurs... alors qu'un nouveau groupe est parti pour la Syrie le 4. Quoi qu'il en soit, les manifestations de masse continuent et, hélas, des victimes tombent tous les jours. L'ONU n'a pu de son côté prendre de réelles sanctions la Russie et la Chine s'y opposant. Moscou a bien pris l'initiative de présenter un projet de résolution condamnant les violences « mais par toutes les parties, y compris l'usage disproportionné de la force par les autorités syriennes », texte trouvé trop modéré par les puissances occidentales.

Le régime ne tiendrait plus qu'à un fil ! Le roi Abdallah II de Jordanie a lui-même appelé Bachar Al Assad à « quitter le pouvoir ». La situation, horrible sur le plan humain et très dangereuse sur le plan politique semble certes mûre pour un effondrement. Mais il est encore difficile de dire aujourd'hui, quand et comment. Au demeurant, là, comme ailleurs, au profit de qui ?

Le Conseil national syrien, dominé par les Frères musulmans syriens, qui s'est proclamé pratiquement « le seul unique et légitime » représentant du peuple syrien révolté, s'il représente bien une composante de l'opposition, ne représente pas toutes les tendances du pays. Il bénéficie d'un soutien des Occidentaux, France en tête, de l'Arabie saoudite agissant par la Ligue arabe, de la Turquie, ce qui fait craindre demain à certains spécialistes un remake de l'épisode CNT libyen ! Plusieurs articles dans les médias britanniques affirment d'ailleurs que des Forces spéciales britanniques entraînent les forces de l'Armée syrienne libre (ASL), bras armé du CNS, ouvert à l'idée d'une intervention militaire de l'OTAN. Il est évident que l'Occident cherche depuis des années à affaiblir le régime syrien,

afin de l'amener à ne plus soutenir l'Iran, le Hezbollah, le Hamas. Mais, peut-être sans l'abattre totalement avant de trouver une alternative de style égyptien (alliance armée/ Frères musulmans)

Une réelle question se pose donc pour la situation qui règne à ce jour en Syrie : qui dit la vérité ? Ou qui nous ment le plus ? Par exemple, un attentat très meurtrier a eu lieu à Damas le 6 janvier. Qui en est l'auteur ? Le pouvoir ou les djihadistes ? Comme le relève un ancien ministre canadien, Richard Le Hir : « Ce qui est particulièrement frappant, c'est le fossé entre ce que rapportent les médias officiels étrangers et les comptes-rendus des sources d'information non alignées sur le terrain ». Et d'ajouter : « Il y a en Syrie, à l'heure actuelle, des tas de gens qui sont manipulés et qui meurent pour rien d'autre que la promotion d'intérêts étrangers ».

En Irak.

Huit ans après la chute du régime de Saddam Hussein, le pays s'est dirigé vers une « libanisation » de son système politique, avec un pouvoir réparti selon des lignes ethniques et religieuses. Depuis la création de l'Irak en 1920 le pays a été dirigé par la minorité musulmane sunnite. Celle-ci a dû céder la direction du pays à la majorité chiite, après l'invasion américaine de 2003, au grand dam de l'Arabie saoudite. Toutefois un compromis de partage du pouvoir est intervenu, après des mois de discussion : la présidence a été attribuée à un kurde, Jalal Talabani ; le chef du gouvernement est un chiite, Nouri Al-Maliki ; la présidence du parlement à un sunnite, Oussama Al-Noujaifi. Dès lors, les quotas professionnels et partisans se sont généralisés !

Les attentats meurtriers n'ont pas disparu, loin de là. On relève ainsi 60 morts et près de 175 blessés à Bagdad le 22 décembre ; un attentat suicide contre le ministère de l'Intérieur et de nouveaux morts et blessés, 3 jours après ; 21 morts et des dizaines de blessés le 5 janvier dans des quartiers chiites du nord de Bagdad ; un peu plus tard 45 personnes dans un attentat visant des pèlerins...

En même temps, une grave crise politique, au lendemain du départ des troupes étasuniennes, a éclaté. Elle menace la trêve entre les diverses forces politiques du pays et fait craindre un retour des violences confessionnelles. Le chef du gouvernement a réclamé le limogeage du vice-Premier ministre sunnite, soupçonné d'avoir financé un attentat contre lui. Réfugié à Erbil, dans la région autonome du Kurdistan, un mandat d'arrêt a été lancé à son encontre, entraînant le boycott à l'Assemblée du 2e groupe parlementaire (Iriqiya-82 députés), puis le boycottage des neuf ministres sunnites du gouvernement, dénonçant l'autoritarisme de Maliki. Le sentiment de marginalisation des sunnites, exclus des postes importants du gouvernement, les pousse à réclamer plus d'autonomie pour leurs régions. Le chef du gouvernement s'y oppose et multiplie les arrestations dans cette communauté...

Les États-Unis s'inquiètent de cette situation et exhortent « toutes les parties à œuvrer pour résoudre leurs divergences à travers le dialogue ». Il est à noter que si les derniers soldats US ont quitté le pays, des milliers de mercenaires de sociétés de sécurité sont restés ; que des « conseillers politiques » étasuniens se trouvent dans chaque ministère ; que des officiers baptisés « instructeurs » conseillent les forces de répression du régime et que les États-Unis ont construit une ambassade bunker de très grande dimension, où 16 000 personnes se retrouvent, la moitié étant des agents dans les villes et villages de sécurité ! Devrait-on alors parler de redéploiement militaire plutôt que retrait ?

De leurs côtés, les chrétiens vivent dans l'angoisse, une fois de plus, car quand il y a

une telle tension, ce sont souvent eux qui sont visés. Pour le supérieur des dominicains de Bagdad : « le sentiment qui domine chez les chrétiens, c'est la peur de l'inconnu (...) Nous souhaitons le retrait américain (...) mais il est dangereux car il n'a pas été bien préparé (...) ce retrait prématuré a des conséquences très négatives ».

Dans les monarchies du Golfe.

Dirigées par des dynasties sunnites, elles redoutent le réveil de leurs communautés chiites. « Ils veulent transformer le « Printemps arabe » en « Printemps chiite ! ». Telle est l'accusation même qui a entraîné une répression féroce en mars dernier - déjà évoquée - à Bahrein. (En juillet, l'ONG Human Rights Watch a publié un rapport accablant pour le royaume, les violences des forces de l'ordre s'étant même poursuivies dans les hôpitaux !). Les dirigeants chiites contestent cette affirmation. Pour eux : « Le « Printemps arabe » implique toutes les communautés, y compris les berbères, notamment en Libye ».

Il n'empêche que cette répression, menée avec le soutien d'autres monarchies du Golfe, en particulier l'Arabie saoudite, a aggravé les tensions. La tentative du gouvernement d'ouvrir le dialogue en vue d'une réconciliation nationale a tourné court. Certains évoquent une « menace confessionnelle » ! Le problème pourtant, là comme ailleurs, me semble d'abord et avant tout, politique, culturel et sociologique. Les communautés chiites réclament des réformes démocratiques pour assurer l'égalité des citoyens. Pour beaucoup de jeunes, notamment, il importe de sortir du communautarisme confessionnel ou tribal.

La proximité de l'Iran chiite inquiète, en fait, les dirigeants voisins sunnites : n'y aurait-il pas un lien entre les communautés chiites des divers pays, toutes « dirigées » par les mollahs iraniens, dont le pays cherche à devenir une grande puissance régionale ? N'oublions pas qu'à l'origine, le chiisme est né d'un conflit politico-religieux à propos de la succession du Prophète Mohammed. Il est très probable que la discorde va croître de mois en mois.

Mais, peut-on ignorer, là comme ailleurs, le rôle de l'Occident et de ses fidèles alliés, l'Arabie saoudite et le Qatar, dans cette querelle – qui pourrait déboucher sur une guerre ? « Si le mouvement de révolte l'avait emporté, la déstabilisation aurait pu faire tâche d'huile dans les monarchies voisines, menaçant l'Arabie saoudite, voire des pays occidentaux » pronostiquait le consultant en stratégie, Anis Bouayad, dans le Monde du 23 mars 2011...

En guise de conclusion provisoire :

Les dictateurs ont été chassés de plusieurs États arabes et les régimes qu'ils imposaient à leur peuple sont censés avoir disparu. Certes, lorsque des élections ont été organisées, elles ont tourné au triomphe des partis islamistes, au grand dam des libéraux et, disons le clairement de toute la jeunesse masculine et féminine, à l'origine des révoltes - pour ne pas évoquer a priori des « révolutions » dans chacun des pays.

Ne tombons pas pour autant dans une peur effrénée des nouveaux vainqueurs ! Après la tentative nationaliste socialisante, la tentative libérale sur le plan économique liée aux Occidentaux, il était normal que la tentative « islamique » soit envisagée. Cela, dans un sens plus politique, plus identitaire à mon avis que foncièrement religieux. Oui, « l'Islam

politique reverdit sous le printemps arabe » Cl. Imbert –Le Point, 3 novembre 2011).

Un nouveau cycle commence pour tous ces pays, qui sera long, très long, à germer. Encore que, les jeunes se sont mis sur Internet et sur les réseaux sociaux. Ils ont compris que grâce à ses nouveaux outils ils pouvaient faire basculer la société. Alors, avec la sortie des systèmes de régimes à parti unique où tout se décide par le haut, la pluralité des partis et la liberté individuelle et collective prendront peu à peu le dessus. Ainsi, le fait de voir les peuples des divers États se réapproprier leur destin après des dizaines d'années de régime autoritaire est positif. Le « Printemps arabe » constitue, n'en doutons pas, l'un des événements majeurs de l'année 2011.

Que cela plaise ou non en Occident, face à ces mouvements, de grande ampleur dans le long terme, toute ingérence politique ou culturelle est à condamner. Les peuples qui se sont libérés de leur despote ont pleinement le droit de choisir leur modèle de société.

Paris le 12 janvier 2012

Pays arabes : entre soulèvements citoyens et jeu de l'impérialisme

Paul EUZIÈRE
Président de l'association
Festival Trans-Méditerranée

L'onde des soulèvements –qui, depuis l'auto immolation du jeune Tunisien Mohamed Bouazizi le 18 décembre 2010, secoue plus ou moins fortement la plupart des pays arabes– revêt plusieurs caractéristiques :

Une exigence de respect de la dignité des citoyens et de changements politiques sur fond d'économies nationales délabrées au plan social par les « recommandations » et programmes du FMI et les processus de « libéralisation » dans le cadre de la mondialisation capitaliste.

Des manœuvres de l'impérialisme étasunien en échec, après une décennie de guerres et d'occupations de l'Afghanistan et de l'Irak, dans son projet de création d'un « Grand Moyen-Orient » (Greater Middle East) du Pakistan à la Mauritanie.

Ce projet, à l'origine promu par les néoconservateurs, vise au « remodelage » de cet immense ensemble par l'éclatement des États-Nations du Machrek et du Maghreb en entités confessionnelles et ethniques soumises aux intérêts de Washington et de ses relais dans la région : l'Arabie Saoudite, le Qatar et Israël.

« Les révolutions arabes ont pu occulter les dimensions géopolitiques des affrontements dans la région » observe Alain Gresh⁴. Désormais, ces réalités réapparaissent avec force.

La situation en Syrie et le traitement de l'information s'y rapportant, particulièrement en France, en sont des exemples révélateurs.

TUNISIE ET ÉGYPTÉ : AU DELÀ DES ÉLECTIONS, LA QUESTION SOCIALE

En Tunisie, les dirigeants occidentaux notamment français, ont été pris de vitesse par le mouvement populaire et le rapide délitement, sans doute organisé, du pouvoir de Z.A Ben Ali.

Les racines de ce mouvement populaire étaient d'abord économiques et sociales.

Contrairement au discours convenu, basé sur des données macro-économiques aléatoires de la Banque Mondiale, du FMI, de l'Union Européenne et des officiels du régime de Z.A Ben Ali, le "miracle économique tunisien" relève de la fiction.

Le mouvement social de 2010 et 2011 a fait apparaître au grand jour les difficultés économiques et sociales, les inégalités et les failles du modèle économique tunisien. Les plus importantes d'entre-elles sont centrées sur le chômage et l'exclusion, notamment des jeunes, sur la fracture régionale, sur la précarisation du travail, sur la corruption et l'interventionnisme croissant des proches du pouvoir dans l'économie" note un rapport

4 "Séisme géopolitique au Proche-Orient" - Alain Gresh - "Le Monde Diplomatique" - Dec. 2011

réalisé par trois spécialistes de la Tunisie ⁵

En 2009, le taux de chômage des jeunes de 18 à 29 ans frôlait les 30%, 45% pour les diplômés de l'enseignement supérieur (officiellement 22,5%).

140 000 personnes entrent chaque année sur le marché du travail pour 80 à 85 000 créations d'emplois essentiellement dans la région de Tunis et sur le littoral.

Le taux de pauvreté moyen est de 10% pour l'ensemble du pays, mais dans le Centre Ouest du pays (les régions de Kasserine, Thala, Gafsa), il atteint 30%.

Le pays compte aujourd'hui plus de 800 000 sans emploi.

Cette urgence sociale s'est manifestée fortement dès 2008 avec le soulèvement des mineurs de Gafsa. Elle n'est pas éteinte.

2011 aura été marquée par un nombre record de grèves : 513 qui illustrent la colère croissante des salariés devant leurs conditions de travail.

La compagnie des phosphates de Gafsa (la Tunisie est le 5e producteur mondial) a enregistré une chute considérable de ses revenus (75%), la baisse du tourisme a été de près de 50% en même temps que l'inflation s'est aggravée (+ 4,4% en un an).

Si les questions politiques : les élections à l'Assemblée Constituante, la répartition des pouvoirs entre la constitution du nouveau gouvernement de coalition islamo-centre gauche ont pu donner l'impression que les réalités économiques et sociales étaient reléguées au second plan, elles seront, avec les libertés publiques et les droits des femmes, au cœur de la bataille à venir.

Dans ce contexte, la victoire des candidats du parti islamo-conservateur Ennahda (41,7% des suffrages pour un taux de participation de 54%) aux élections du 23 octobre à l'Assemblée Constituante recèle incontestablement un risque pour les libertés. Plusieurs incidents imputés aux salafistes l'ont montré : attaques d'un cinéma et d'une chaîne de télévision, tentative d'imposer le niqab (voile intégral) aux examens à l'Université de la Manouba, attaques contre les journalistes.

Mais, elle est aussi une victoire fragile car sur le terrain socio-économique Ennahda n'a aucun programme alternatif si ce n'est la poursuite de l'adaptation de la Tunisie aux diktats du libre échange et du néolibéralisme.

Le parti islamiste qui, outre le Premier Ministre, s'est octroyé tous les ministères régaliens va devoir compter avec les exigences du mouvement social et notamment l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens qui a joué un rôle essentiel dans la chute de Ben Ali et qui compte bien peser de tout son poids dans la suite des événements.

Deux projets de société s'opposent sur fond de crise économique et sociale : celui d'une démocratie citoyenne et sociale souveraine et celui d'un ordre social rétrograde soutenu par les États-Unis allant dans le sens de leurs intérêts économiques et géostratégiques.

Loin d'ouvrir la voie à une révolution -ce qui signifie un changement de l'ordre économique et social- le soulèvement tunisien se traduit donc, pour l'instant, au plan politique par la victoire de forces conservatrices soutenues par l'émirat du Qatar (et sa télévision Al Jazira) et Washington qui -les documents de l'ambassade des États-Unis à Tunis publiés par Wikileaks le prouvent- entretient des relations suivies avec Ennahda depuis 2005.

5 "La Tunisie d'après le 14 janvier et son économie politique et sociale - Les enjeux d'une reconfiguration de la politique européenne" - Béatrice Hibou, Hamza Meddeb, Mohamed Hamdi - Fonds d'Analyse des Sociétés Politiques (2011)

Cette approche des partis islamistes par les dirigeants étasuniens n'a rien de surprenant. En 1995, en pleine vague de terrorisme en Algérie, Graham Fuller, responsable de la CIA, soulignait dans un long rapport qu'aucun des points du programme du FIS n'entraîne en contradiction avec les intérêts des États-Unis

Ces constantes géostratégiques, économiques et sociétales se retrouvent partout avec les mêmes acteurs :

- les régimes en place,
- les États-Unis, l'Union Européenne (en premier lieu la France et la Grande Bretagne), l'OTAN,
- les partis islamistes sunnites soutenus financièrement, diplomatiquement, voire militairement par le Qatar et l'Arabie Saoudite (les mouvements chiites, soupçonnés de sympathie avec l'Iran, étant au contraire, systématiquement réprimés comme on l'a vu au Bahreïn avec l'intervention militaire saoudienne en mars 2011).

En Égypte, pays de 84 millions d'habitants, les indicateurs économiques et sociaux étaient sur le rouge depuis des années : un revenu par habitant très inégalement réparti de 1 800 \$/an (contre 3 480 \$ pour la Tunisie) ; un taux de chômage officiel -pour 2010- de 8,7% ; l'inflation à 18,3%.

Là encore, le pays a été secoué depuis 2006 par une série de grèves et d'occupations d'usines tant dans les entreprises d'État que dans le secteur privé.

Jusqu'à aujourd'hui, la contestation sociale et politique populaire a été « bordée » : d'une part, par l'armée et le Conseil Supérieur des Forces Armées (CSFA) qui contrôlent largement le pays et son économie et par les islamistes du Parti de la Liberté et de Justice (PLJ), émanation des Frères Musulmans, et par les salafistes du parti « Al Nour ».

Les deux formations recueillent environ 65% des suffrages.

Au-delà de la dénonciation morale de la corruption, ni les uns ni les autres ne remettent en cause le système économique.

C'est sans doute ce qui explique finalement la relative tranquillité de Washington. Le 30 juin 2011 Hillary Clinton déclarait d'ailleurs que les États-Unis continueraient « leur approche de contacts limités » avec les Frères Musulmans dans le cadre de la transition en Égypte, une pratique adaptée, selon elle, par moment depuis cinq ou six ans.

En Égypte, à la différence de la Tunisie, le poids politique des partis islamistes est donc écrasant, le poids électoral des formations laïques ou progressistes étant réduit.

Dans l'un et l'autre cas, le recours à l'Islam politique est apparu aux yeux de larges couches de la société comme un recours moral et identitaire face à « l'occidentalisation » réelle ou supposée de pouvoirs corrompus et des élites.

Mais en Égypte comme en Tunisie, les gouvernants issus d'élections libres auront à affronter des situations économiques et sociales particulièrement difficiles.

LIBYE : LE RÔLE CLEF DE L'OTAN

En Libye, pour que l'OTAN déclenche sous couvert de la résolution 1973 de l'ONU une expédition militaire qui a conduit à la destruction de villes, à la liquidation du régime et à l'assassinat de Mouammar Kadhafi, le prétexte allégué a été une campagne médiatique de dénonciation de bombardements aériens par l'armée contre les populations civiles désarmées à Benghazi et qui auraient fait des centaines de morts.

Tout cela a depuis été démenti y compris par les témoignages d'observateurs et de diplomates présents, comme l'ambassadeur du Portugal, M. Rui Lopès Aleixo.

Les causes réelles de l'intervention de l'OTAN et de la reconnaissance si rapide du Conseil National de Transition sont évidemment ailleurs.

L'enjeu est d'abord énergétique.

La Libye est le 3e producteur de pétrole du continent africain.

Elle dispose des plus grandes réserves avérées estimées à environ 44 milliards de barils auxquelles s'ajoute le gaz naturel en quantité également énorme.

Le « New York Times » écrivait le 22 août 2011 : « Alors que les combats ne se sont pas encore calmés à Tripoli, déjà la course effrénée pour garantir l'accès aux richesses pétrolières a commencé ».

C'est dans cette course au contrôle des sources d'énergie par des gouvernements occidentaux à la fois alliés et rivaux que résident les véritables causes de l'agression militaire de l'OTAN et la volonté de liquider la Jamahiriya libyenne et son « guide », en violation de la souveraineté du pays et de la Charte de l'ONU.

La Libye, pays riche (12 380\$ de revenu par habitant) possédant le meilleur Indice de Développement Humain d'Afrique, était loin de connaître la situation sociale de la Tunisie ou de l'Égypte lorsqu'a débuté en février 2011 la rébellion en Cyrénaïque, région berceau de la puissante confrérie soufie Sénoussiya et de la monarchie.

En 1951, c'est à Benghazi que le roi Idriss a proclamé l'indépendance. La Cyrénaïque -qui depuis l'Antiquité a une histoire différente, voire antagoniste, avec la Tripolitaine- est aussi la région où furent localisés les premiers puits de pétrole en 1959⁶. Jusqu'à la révolution de 1969, la Cyrénaïque a dominé économiquement et politiquement le jeune État libyen. Avec M. Kadhafi, le pouvoir bascule, non sans heurts, à Tripoli.

Ce déplacement vers la Tripolitaine s'est également traduit par une perte d'influence de l'Est y compris au plan déterminant de la distribution de la rente pétrolière.

La contestation et les émeutes y étaient fréquentes. Benghazi et Derna ont connu déjà en 1996 des explosions de violences.

Avec la levée de l'embargo contre la Libye en 1999, le colonel Kadhafi a engagé, sous les auspices du FMI, un vaste programme économique comprenant l'ouverture aux investissements étrangers et l'encouragement au secteur privé et aux privatisations d'entreprises nationales.

Le système de subventions des prix des produits de première nécessité a été réduit. Ce qui a touché les couches modestes.

C'est cette conjonction de facteurs qui a été à l'origine d'une révolte qui s'est déroulée dans le contexte des « printemps arabes » mais dont la nature est sans rapport avec les

6 « Au cœur de la Libye de Kadafi » - Patrick Haimzadch – Ed. J.C. Lattès - 2011

soulèvements tunisien et égyptien.

L'intervention occidentale préparée de longue date a plus créé de problèmes qu'elle en a résolu dans un pays où le régime était fondé sur le despotisme et la coercition mais aussi sur l'équilibre entre tribus rivales et dynamiques régionales opposées que Mouammar Kadhafi avait réussi à fédérer pendant 42 ans.

Aujourd'hui, la situation est désastreuse.

S'il y a un gouvernement à Tripoli, sur le terrain ce sont les milices armées qui font la loi et s'affrontent en ignorant les ordres de dissolution du Conseil National de Transition (CNT).

Les conditions pour que la Libye retrouve une certaine stabilité sont loin d'être réunies.

De nombreux partis, dont les islamistes, rejettent le projet électoral du CNT tandis que les kadhafistes veulent mettre en place un gouvernement en exil.

SYRIE ET BAHREIN : L'IRAN DANS LE COLLIMATEUR

En Syrie, le régime du Baath (Parti de la Renaissance Arabe Socialiste) n'a jamais été tendre avec les adversaires de Hafez el Assad depuis 1970 ou de son fils Bachar depuis 2000.

Les fondateurs du parti, eux-mêmes, le chrétien Michel Aflak et les musulmans Akram Hourani et Salah Bitar ont du fuir leur pays et sont morts en exil.

Même si dans le cadre du Front National Progressiste coexistent huit partis (dont deux partis communistes), la réalité du pouvoir est entre les mains du Baath et surtout de Bachar el Assad et des puissants services de sécurité.

La Syrie est un régime dictatorial qui, à plusieurs reprises de son histoire, a eu recours aux arrestations, enlèvements, tortures et assassinats.

En 1982, la répression sanglante du soulèvement armé des Frères Musulmans à Hama conduite par le frère de l'ancien président syrien -Rifaat el Assad (lui aussi en exil pour avoir tenté un coup d'État)- s'est soldée par 20 000 morts.

La politique d'« ouverture » et de « libéralisation » économique menée par Bachar el Assad a aggravé les problèmes économiques et sociaux des couches populaires dont le mécontentement et l'exigence de libertés ont été relayés par différentes forces laïques et religieuses d'opposition dans et hors du pays.

Au-delà de la désinformation régnante visant à décrédibiliser l'adversaire, il est certain que la répression d'un côté, et le terrorisme des bandes armées, de l'autre, ont fait plusieurs milliers de morts aussi bien parmi les civils que dans la police et l'armée.

Pour légitime qu'elle soit, la rébellion en Syrie ne peut se dissocier du contexte régional.

Composé d'une majorité sunnite et de minorités non négligeables (druzes, chrétiens et alaouites), pays à la très ancienne histoire, la Syrie est voisine de l'Irak dont elle mesure le prix de l'intervention occidentale extérieure. D'où le refus de la plupart des opposants de l'intérieur de toute intervention étrangère qui déboucherait inévitablement sur une guerre civile et un embrasement généralisé de la région.

Par plus qu'en Libye les gouvernants étasuniens, français et anglais et leurs alliés qataris et turcs n'ont le souci des populations civiles dont les souffrances ne sont qu'un prétexte.

L'objectif est de déstabiliser un régime qui est un allié de l'Iran et un soutien du Hezbollah libanais et entretient de bonnes relations avec la Russie.

Puissance pétrolière l'Iran mène aussi, malgré toutes les mesures d'embargo occidental, une politique régionale et internationale qui contrarie dans leurs ambitions aussi bien les États-Unis que l'Arabie Saoudite et le Qatar.

Ainsi la revendication iranienne de départ de toute base militaire étrangère de la région concerne le Barhein (siège de la Ve flotte des États-Unis), le Qatar et l'Irak.

D'autre part, le dynamisme et les succès de la diplomatie iranienne en Amérique Latine, les liens de l'Iran avec le Venezuela, l'Équateur, la Bolivie, Cuba, le Brésil sont insupportables pour les dirigeants des États-Unis

A défaut de soumettre l'Iran par une guerre (que souhaitent les actuels dirigeants israéliens), Washington cherche, avec l'aide de Riyad, Doha, des gouvernants A.K.P. d'Ankara et des Frères Musulmans, à établir une « ceinture sunnite » tout autour d'une puissance régionale qu'ils ne maîtrisent pas.

C'est dans ce contexte dangereux que s'inscrit la situation syrienne apparemment si proche et pourtant si loin des motivations du soulèvement tunisien.

Les islamistes vont-ils conserver l'influence acquise après les révolutions arabes ? (7)

**Par Haoues Seniguer,
Enseignant à l'IEP de Lyon,
Membre du Groupe de Recherches et d'Études
sur le Moyen-Orient et la Méditerranée.**

La situation actuelle des pays arabes qui ont connu des mobilisations populaires depuis le précédent tunisien de décembre 2010 ne cesse d'interroger, à juste raison, les observateurs. Que ce soit sur la rive nord de la Méditerranée ou sur sa rive sud. Sommes-nous en train d'assister, en Tunisie, au Maroc et en Égypte, à une récupération, par les islamistes – mieux organisés et avec l'image de martyrs qu'ils peuvent avoir –, des dividendes de mouvements sociaux dont ils ne furent ni les instigateurs ni les fers de lance ? Ils en ont plutôt profité pour revenir en force dans le champ politique, dont ils ont été longtemps écartés.

Rien, pourtant, ne pouvait le laisser présager. Loin s'en faut. Les mouvements sociaux partis de Tunisie, avant de gagner progressivement nombre d'autres pays, n'étaient ni religieux ni spécialement antireligieux mais areligieux. En d'autres termes, à titre individuel, il y avait sans doute des personnes qui se sont mobilisées au nom de Dieu, de l'islam ou de toute autre foi, mais sans chercher à souder des collectifs autour de ces principes. Les revendications étaient à dominante profane. En négatif d'abord : destitution des dictateurs et abolition des rouages de la dictature ; en positif ensuite : demande d'un État, avec de véritables services publics, une administration publique impartiale, rigoureuse et une justice totalement indépendante.

Puis, derrière tout cela, se révéla un désir profond d'édifier un État de droit démocratique où les individus accèdent à une citoyenneté moderne avec une identité double : d'une part, à titre privé, comme membres à part entière de la société civile soucieux d'intérêts particuliers, de façon égalitaire, et d'autre part, à titre public, comme citoyens animés par la poursuite de l'intérêt général dans le cadre d'un État social où chacun puisse participer aux institutions où personne ne puisse rester au-dessus de la loi, comme ce fut longtemps le cas de Moubarak, de Ben Ali et de leurs proches. Ces derniers considéraient l'État comme une propriété privée, à l'image de ces seigneurs, en leurs fiefs, à l'époque féodale en Europe.

Alors, pourquoi diable les islamistes ont-ils remporté les élections et comment se fait-il qu'on ait voté pour eux ? N'est-ce pas contradictoire ?

Ne nous y trompons pas. Les Tunisiens, Marocains ou Égyptiens qui ont voté ces derniers temps pour les islamistes n'en sont pas forcément des sympathisants notoires. Ils n'attendent pas la création d'un État islamique auquel les islamistes eux-mêmes, pour une majorité au moins, ne croient plus.

À y regarder de plus près, ces victoires sont en réalité le symptôme d'une situation d'incertitude généralisée en raison de transitions balbutiantes ou charriées. Or, les islamistes, en populistes, savent exploiter les états d'âme de populations en mal de repères. C'est à ce niveau, très précisément, que le discours identitaire joue à plein.

Celui-ci sait renouer avec les cadres d'un champ cognitif marqué, à un niveau ou à un autre, par l'appartenance majoritaire à l'islam. Ce genre de discours rassure et promet ordre et régénérescence morale à des individus dégoûtés par des décennies de gabegie, de corruption et d'humiliation. Ainsi, en liant moralité islamique à comportement social et

7 Article paru dans l'Humanité Quotidien ne du 14 Décembre, 2011, reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur

politique soi-disant impeccable (comme si les deux étaient forcément liés), les islamistes ont fait mouche en agissant sur l'inconscient populaire.

La morale refait surface en politique quand les mécanismes ordinaires de régulation politique ou institutionnelle basée sur un droit de type contractuel et mutualiste sont enrayés. Les discours religieux pansent momentanément les plaies, mais jamais définitivement. Si originalité des islamistes il y a, elle se trouve dans le conservatisme religieux avec, du point de vue économique et politique, un déficit flagrant d'imagination et de rationalité. La charia ne nourrit pas son homme.

Du reste, la charia, souvent très mal traduite, est « la voie » et non pas « la loi ». C'est-à-dire un principe moral à visée éthique : droit, justice sociale, liberté de conscience, etc.

Les islamistes n'ont plus le choix. S'ils ne répondent pas rapidement à la demande sociale, économique ou matérielle de leurs concitoyens, s'ils renchérissent en termes religieux, ils se discréditeront.

SOMMAIRE -----

❑ dossier 1 : L'arme nucléaire est-elle taboue ?

◆ Nathalie Gauchet, coordination nationale du Mouvement de la paix

◆ Bernard Norlain, Général d'armée aérienne, 2e section

◆ Paul Quilès, ancien ministre de la Défense



❑ dossier 2 : Où en sont les mouvements qui ont traversé le monde arabe ?

◆ Maurice Buttin, Président du Comité de vigilance pour une paix réelle au Moyen-Orient

◆ Paul Euzière, Président de l'association Festival Trans-Méditerranée

◆ Haoues Seniguer, Enseignant à l'IEP de Lyon

Nouvelles brèves :

○ le prochain numéro des Cahiers de l'IDRP paraîtra en juin. Il comportera un dossier sur le Droit humain à la paix et un second sur le sommet de l'OTAN à Chicago.

○

*Les Cahiers de l'IDRP - Publication trimestrielle de l'Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix -
Directeur de publication : Jacques Le Dauphin - C.P.P : en cours
Prix au numéro : 5 € - Abonnement annuel (4 n°) : 16 €*

*IDRP - 4 place des Bouleaux - 94200 Ivry sur Seine - <http://www.institutidrp.org> - contact : 06 68 12 82 15
ISSN-2109-4071*